

ANNEXES

Annexe A	Description et évaluation des actifs transmis et des passifs pris en charge
Annexe B	Augmentation du capital social de BNPP du fait de la Fusion
Annexe C	Statuts de BNPP
Annexe D	Plans d'Options
Annexe E	Conditions des Plans d'Options à l'issue de la Fusion
Annexe F	Méthodologie utilisée pour déterminer le Rapport d'Echange
Annexe G	Actifs Restants
Annexe H	Bilan de BNL Progetto <i>pro forma</i> au 31 décembre 2006

ALLEGATI

Allegato A	Descrizione e valutazione delle attività trasferite e delle passività assunte
Allegato B	Aumento del capitale di BNPP a servizio della Fusione
Allegato C	Statuto sociale di BNPP
Allegato D	Piani di <i>Stock Option</i>
Allegato E	Termini e condizioni dei Piani di <i>Stock Option</i> in conseguenza della Fusione
Allegato F	Criteri impiegati per la determinazione del Rapporto di Cambio
Allegato G	Attività Rimanenti
Allegato H	Situazione patrimoniale <i>pro-forma</i> di BNL Progetto al 31 dicembre 2006

Annexe A

Description et évaluation des actifs transmis et des passifs pris en charge

	(millions €)
Prêts et créances sur la clientèle	2.123
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3.026
Actifs financiers	730
Participations	3.397
Immobilisations corporelles	2
Immobilisations incorporelles	2
Actifs divers	848
Total Actif	10.129
Dettes envers les établissements de crédit	3.185
Dettes envers la clientèle	1.067
Dettes représentées par un titre	440
Passifs financiers	285
Passifs divers	705
Total dettes	5.680
Capitaux propres	4.448
Total Passif	10.129
Engagements de garanties reçus	3.320
Engagements de garanties donnés	717
Engagements de financement donnés	2.207

En sus des passifs décrits dans le tableau ci-dessus, BNPP prendra en charge l'ensemble des dettes et engagements de BNL existants à la Date de Réalisation ou qui pourraient apparaître à raison de ou en lien avec la Fusion, en ce compris, à toutes fins utiles, les dettes et engagements décrits aux Sections 3.5 et 10.3 du présent Traité.

Allegato A

Descrizione e valutazione delle attività trasferite e delle passività assunte

(in milioni di Euro)	
Impieghi a clienti	2.123
Impieghi a banche	3.026
Attività finanziarie	730
Partecipazioni	3.397
Immobilizzazioni materiali	2
Immobilizzazioni immateriali	2
Altro attivo	848
Totale attivo	10.129
Raccolta da banche	3.185
Raccolta da clientela	1.067
Titoli	440
Passività finanziarie	285
Altre passività	705
Totale Passivo	5.680
Totale patrimonio netto	4.448
Totale passivo e patrimonio netto	10.129
Garanzie Ricevute	3320
Garanzie Rilasciate	717
Impegni	2.207

Oltre alle passività indicate nella tabella sopra riportata, BNPP assumerà tutte le passività e obbligazioni di BNL esistenti alla Data di Perfezionamento o derivanti da, o connesse con, la Fusione, incluse, a titolo esemplificativo, le passività ed obbligazioni descritte nelle Sezioni 3.5 e 10.3 di questo Progetto di Fusione.

Annexe B

Augmentation du capital social de BNPP du fait de la Fusion

	Prenant pour hypothèse un exercice total des droits de retrait (décrits aux (i) et (iii) du Préambule du présent Traité de Fusion)¹	Prenant pour hypothèse un exercice total des options de vente²	Prenant pour hypothèse aucun exercice de droit de retrait ou option de vente³	Prenant pour hypothèse la dilution maximale pouvant résulter de l'exercice des Options de Souscription⁴
Actions BNL à rémunérer (c'est-à-dire les actions détenues par les actionnaires autres que BNPP et BNL)	10.873.831	10.873.831	16.142.560	41.572.960
Actions BNPP à émettre	402.735	402.735	597.873	1.539.740

¹ Prenant également pour hypothèse l'achat par BNL de toutes les actions restantes et de toutes les actions BNL pour lesquelles le droit de retrait dont il est fait mention au (i) et (iii) du Préambule peut être exercé.

² Prenant également pour hypothèse un placement des actions restantes auprès de tiers.

³ Prenant également pour hypothèse un placement des actions restantes auprès de tiers.

⁴ Prenant également pour hypothèse un placement des actions restantes auprès de tiers.

Allegato B

Aumento del capitale di BNPP a servizio della Fusione

	Nell'ipotesi in cui vengano esercitati tutti i diritti di recesso (come descritti alle Premesse (i) e (iii) del presente Progetto di Fusione)⁵	Nell'ipotesi in cui vengano esercitati tutti i diritti di vendita⁶	Nell'ipotesi non venga esercitato nessun diritto di recesso o di vendita⁷	Nell'ipotesi di diluizione massima che può risultare dall'esercizio delle Opzioni di Sottoscrizione⁸
Azioni BNL da scambiare (vale a dire azioni detenute da azionisti diversi da BNPP e BNL)	10.873.831	10.873.831	16.142.560	41.572.960
Azioni BNPP da assegnare	402.735	402.735	597.873	1.539.740

⁵ Assumendo quindi anche l'acquisto da parte di BNL di tutte le azioni BNL per le quali è stato esercitato il diritto di recesso di cui ai punti (i) e (iii).

⁶ Assumendo anche il collocamento presso terzi di tutte le restanti azioni.

⁷ Assumendo anche il collocamento presso terzi di tutte le restanti azioni.

⁸ Assumendo anche il collocamento presso terzi di tutte le restanti azioni.

Annexe C
Statuts de BNPP

BNP PARIBAS

Siège social : 16, boulevard des Italiens – 75009 PARIS
662 042 449 RCS PARIS

STATUTS

TITRE I

FORME – DENOMINATION – SIEGE SOCIAL - OBJET

Article 1

La Société dénommée BNP PARIBAS est une société anonyme agréée en qualité de banque en application des dispositions du Code Monétaire et Financier (Livre V, Titre 1^{er}) relatives aux établissements du secteur bancaire.

STATUTS

La Société a été fondée suivant un décret du 26 mai 1966, sa durée est portée à quatre-vingt dix neuf années à compter du 17 septembre 1993.

Outre les règles particulières liées à son statut d'établissement du secteur bancaire (Livre V, Titre 1^{er} du Code Monétaire et Financier), BNP PARIBAS est régie par les dispositions du Code de Commerce relatives aux sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts.

Article 2

Le siège de BNP PARIBAS est établi à PARIS 9^{ème}, 16, Boulevard des Italiens.

Article 3

BNP PARIBAS a pour objet, dans les conditions déterminées par la législation et la réglementation applicable aux établissements de crédit ayant reçu l'agrément du Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement en tant qu'établissement de crédit, de fournir ou d'effectuer avec toutes personnes physiques ou morales, tant en France qu'à l'étranger :

- tous services d'investissement,
- tous services connexes aux services d'investissement,
- toutes opérations de banque,

PROJET

Mis-à-jour-au-22-janvier-2007

indirectement 0,5 % au moins du capital ou des droits de vote de la Société ou un multiple de ce pourcentage inférieur à 5 % est tenu d'informer, par lettre recommandée avec avis de réception, la Société dans le délai prévu à l'article L. 233-7 du Code de Commerce.

Au-delà de 5 %, l'obligation de déclaration prévue à l'alinéa précédent porte sur des fractions du capital ou des droits de vote de 1 %.

Les déclarations mentionnées aux deux alinéas précédents sont également faites lorsque la participation au capital devient inférieure aux seuils ci-dessus mentionnés.

Le non-respect de déclaration des seuils, tant légaux que statutaires, donne lieu à privation des droits de vote dans les conditions prévues à l'article L. 233-14 du Code de Commerce sur demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble au moins 2 % du capital ou des droits de vote de la Société.

Article 6

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation à une part égale à la quotité de capital qu'elle représente.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs titres pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou à la suite d'une augmentation ou d'une réduction de capital, qu'elles qu'en soient les modalités, d'une fusion ou de toute autre opération, les propriétaires de titres en nombre inférieur à celui requis ne peuvent exercer leurs droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres ou de droits formant rompus nécessaire.

TITRE III

ADMINISTRATION

Article 7

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé :

- 1/ D'administrateurs nommés par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Leur nombre est de neuf au moins et de dix-huit au plus. Les administrateurs élus par les salariés ne sont pas pris en compte pour la détermination du nombre minimal et maximal d'administrateurs.

- toutes opérations connexes aux opérations de banque,
- toutes prises de participations,

au sens du Livre III, Titre 1^{er} relatif aux opérations de banque, et Titre II relatif aux services d'investissement et leurs services connexes, du Code Monétaire et Financier.

BNP PARIBAS peut également à titre habituel, dans les conditions définies par la réglementation bancaire, exercer toute autre activité ou effectuer toutes autres opérations que celles visées ci-dessus et notamment toutes opérations d'arbitrage, de courtage et de commission.

D'une façon générale, BNP PARIBAS peut effectuer, pour elle-même et pour le compte de tiers ou en participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles ou agricoles, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus énoncées ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

TITRE II

CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

Article 4

Le capital social est fixé à 4.865.756.980[0] euros ; il est divisé en [0]932.878.499 actions de 2 euros nominal chacune entièrement libérées.

Article 5

Les actions entièrement libérées sont de forme nominative ou au porteur, au choix du titulaire, sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les actions de la Société donnent lieu à inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et se transmettent par virement de compte à compte.

La Société peut demander communication des renseignements relatifs à la composition de son actionariat conformément aux dispositions de l'article L. 228-2 du Code de Commerce.

Tout actionnaire agissant seul ou de concert, sans préjudice des seuils visés à l'article L. 233-7, alinéa 1, du Code de Commerce, venant à détenir directement ou

La durée de leurs fonctions est de trois années.

Lorsqu'en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, un administrateur est nommé en remplacement d'un autre, il n'exerce ses fonctions que pendant la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.
Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Les administrateurs sont toujours rééligibles, sous réserve des dispositions légales relatives notamment à leur âge.

Chaque administrateur, y compris les administrateurs élus par les salariés, doit être propriétaire de 10 actions au moins.

2/ D'administrateurs élus par le personnel salarié de BNP PARIBAS SA

Le statut et les modalités d'élection de ces administrateurs sont fixés par les articles L. 225-27 à L. 225-34 du Code de Commerce, ainsi que par les présents statuts.

Leur nombre est de deux, dont un représentant les cadres et l'autre les techniciens des Métiers de la banque.

Ils sont élus par le personnel salarié de BNP PARIBAS SA.

La durée de leurs mandats est de trois années.

Les élections sont organisées par la Direction générale. Le calendrier et les modalités des opérations électorales sont établis par elle en concertation avec les organisations syndicales représentatives sur le plan national dans l'entreprise de telle manière que le second tour puisse avoir lieu au plus tard quinze jours avant la fin du mandat des administrateurs sortants.

L'élection a lieu dans chacun des collèges au scrutin majoritaire à deux tours.

Chaque candidature présentée lors du premier tour des élections doit comporter outre le nom du candidat celui de son remplaçant éventuel.

Aucune modification des candidatures ne peut intervenir à l'occasion du second tour.

Les candidats doivent appartenir au collège dans lequel ils sont présentés.

Les candidatures autres que celles présentées par une organisation syndicale représentative au niveau de l'entreprise doivent être accompagnées d'un document comportant les noms et signatures de cent électeurs appartenant au collège dont elles dépendent.

Article 8

Le Président du Conseil d'administration est nommé parmi les membres du Conseil d'administration.

Sur proposition du Président, le Conseil d'administration peut désigner un ou plusieurs vice-Présidents.

Article 9

Le Conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Il se réunit sur convocation de son Président. Le tiers au moins des administrateurs peut demander au Président de convoquer le Conseil sur un ordre du jour déterminé, même si la dernière réunion date de moins de deux mois. Le Directeur général peut également demander au Président de convoquer le Conseil sur un ordre du jour déterminé.

Les réunions du Conseil d'administration ont lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation.

Les convocations sont faites par tout moyen et même verbalement.

Le Conseil peut toujours valablement délibérer, même en l'absence de convocation, si tous ses membres sont présents ou représentés.

Article 10

Les réunions du Conseil d'administration sont présidées par le Président, un administrateur proposé par le Président pour ce faire, ou à défaut par l'administrateur le plus âgé.

Tout administrateur pourra assister et participer au Conseil d'administration par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication et télétransmission y compris internet dans les conditions prévues par la réglementation applicable au moment de son utilisation.

Tout administrateur empêché d'assister à une réunion du Conseil peut mandater, par écrit, un de ses collègues à l'effet de le représenter, mais chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues et chaque pouvoir ne peut être donné que pour une réunion déterminée du Conseil.

La présence de la moitié au moins des membres du Conseil est nécessaire pour la validité des délibérations.

En cas de vacance pour quelque raison que ce soit d'un ou des sièges d'administrateurs élus par les salariés, ne pouvant donner lieu au remplacement prévu à l'article L. 225-34 du Code de Commerce, le Conseil d'administration est régulièrement composé des administrateurs élus par l'Assemblée générale des actionnaires et peut se réunir et délibérer valablement.

Des membres de la direction peuvent assister, avec voix consultative, aux réunions du Conseil à la demande du Président.

Un membre titulaire du comité central d'entreprise, désigné par ce dernier, assiste, avec voix consultative, aux séances du Conseil dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président de séance est prépondérante, sauf lorsqu'il s'agit de la proposition de la nomination du Président du Conseil d'administration.

Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial, établi conformément à la législation en vigueur et signés par le Président de séance, ainsi que par l'un des membres du Conseil ayant pris part à la délibération.

Le Président désigne le secrétaire du Conseil qui peut être choisi en dehors de ses membres.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement signés par le Président, le Directeur général, les Directeurs généraux délégués ou l'un des fondés de pouvoirs spécialement habilités à cet effet.

Article 11

L'Assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs des jetons de présence dans les conditions prévues par la loi.

Le Conseil d'administration répartit cette rémunération entre ses membres comme il l'entend.

Le Conseil peut allouer des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs dans les conditions applicables aux conventions sujettes à autorisation, conformément aux dispositions des articles L. 225-38 à L. 225-43 du Code de Commerce. Il peut aussi autoriser le remboursement des frais de voyage et de déplacement et des dépenses engagées par les administrateurs dans l'intérêt de la société.

TITRE IV

ATTRIBUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, DU PRESIDENT, DE LA DIRECTION GENERALE ET DES CENSEURS

Article 12

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de BNP PARIBAS et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de BNP PARIBAS et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Le Conseil d'administration reçoit du Président ou du Directeur général de la Société tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Les décisions du Conseil d'administration sont exécutées, soit par le Président, le Directeur général ou les Directeurs généraux délégués, soit par tout délégué spécial que le Conseil désigne.

Sur proposition de son Président, le Conseil d'administration peut décider la création de comités chargés de missions spécifiques.

Article 13

Le Président organise et dirige les travaux du Conseil d'administration, dont il rend compte à l'Assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de BNP PARIBAS et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

La rémunération du Président est fixée librement par le Conseil d'administration.

Article 14

Au choix du Conseil d'administration, la Direction générale de la société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil et portant le titre de Directeur général.

Ce choix est porté à la connaissance des actionnaires et des tiers conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Le Conseil d'administration aura la faculté de décider que ce choix est à durée déterminée.

Dans l'hypothèse où le Conseil déciderait que la Direction générale est assurée par le Président du Conseil d'administration, les dispositions des présents statuts relatives au Directeur général s'appliquent au Président du Conseil d'administration qui prendra dans ce cas le titre de Président directeur général. Il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel il a atteint l'âge de 65 ans.

Dans l'hypothèse où le Conseil déciderait de la dissociation des fonctions, le Président est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel il a atteint l'âge de 68 ans ; toutefois, le Conseil peut décider de prolonger les fonctions du Président jusqu'à l'issue de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel il a atteint l'âge de 69 ans. Le Directeur général est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel il a atteint l'âge de 63 ans ; toutefois, le Conseil peut décider de prolonger les fonctions du Directeur général jusqu'à l'issue de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel il a atteint l'âge de 64 ans.

Article 15

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de BNP PARIBAS. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration.

Il représente BNP PARIBAS dans ses rapports avec les tiers. BNP PARIBAS est engagée même par les actes du Directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Directeur général est responsable de l'organisation et des procédures de contrôle interne et de l'ensemble des informations requises par la loi au titre du Rapport sur le contrôle interne.

Le Conseil d'administration peut limiter les pouvoirs du Directeur général, mais cette limitation est inopposable aux tiers.

Le Directeur général a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs, de façon temporaire ou permanente, autant de mandataires qu'il avisera, avec ou sans la faculté de substituer.

La rémunération du Directeur général est fixée librement par le Conseil d'administration.

Le Directeur général est révocable à tout moment par le Conseil. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts, sauf lorsque le Directeur général assume les fonctions du Président du Conseil d'administration.

Lorsque le Directeur général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

Article 16

Sur proposition du Directeur général, le Conseil d'administration peut nommer, dans les limites légales, une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur général, avec le titre de Directeur général délégué.

En accord avec le Directeur général, le Conseil détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs généraux délégués. Ces derniers disposent toutefois à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le Directeur général.

Lorsque le Directeur général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les Directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur général.

Les rémunérations des Directeurs généraux délégués sont fixées librement par le Conseil d'administration, sur proposition du Directeur général.

Les Directeurs généraux délégués sont révocables à tout moment, sur proposition du Directeur général, par le Conseil. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Lorsqu'un Directeur général délégué est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

Les fonctions des Directeurs généraux délégués prennent fin au plus tard à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel ils atteignent l'âge de 65 ans.

Article 17

Sur proposition du Président, le Conseil d'administration peut désigner un ou deux censeurs.

Les censeurs sont convoqués et participent avec voix consultative aux réunions du Conseil d'administration.

Ils sont nommés pour six ans et peuvent être renouvelés dans leurs fonctions, de même qu'il peut à tout moment être mis fin à celles-ci dans les mêmes conditions.

Ils sont choisis parmi les actionnaires et peuvent recevoir une rémunération déterminée par le Conseil d'administration.

TITRE V

ASSEMBLEES GENERALES DES ACTIONNAIRES

Article 18

Les Assemblées générales sont composées de tous les actionnaires.

Les Assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par le Code de Commerce et par décret d'application.

Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Elles sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, à défaut, par un administrateur désigné à cet effet par l'Assemblée.

Tout actionnaire a le droit, sur justification de son identité, de participer aux Assemblées générales, en y assistant personnellement, en retournant un bulletin de vote par correspondance ou en désignant un mandataire sous le condition :

Cette participation est subordonnée à l'enregistrement comptable des titres soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité, dans les délais et conditions prévus par la réglementation en vigueur. Dans le cas des titres au porteur, l'enregistrement comptable des titres est constaté par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité.

~~pour les titulaires d'actions nominatives d'une inscription nominative dans les registres de la Société ;~~

~~pour les titulaires d'actions au porteur, du dépôt aux lieux mentionnés dans l'avis de convocation, d'un certificat délivré par un intermédiaire habilité constatant l'indisponibilité de leurs actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'Assemblée.~~

~~Le délai d'indisponibilité des actions jusqu'à la date de la réunion de l'Assemblée est fixé par le Conseil d'administration et communiqué dans l'avis de réunion publié au Bulletin d'Annonces Légales Obligatoires (BALO).~~

La date ultime du retour des bulletins de vote par correspondance est fixée par le Conseil d'administration et communiqué dans l'avis de réunion publié au Bulletin d'Annonces Légales Obligatoires (BALO).

Dans toutes les Assemblées générales, le droit de vote attaché aux actions comportant un droit d'usufruit est exercé par l'usufruitier.

III

Si le Conseil d'administration le décide au moment de la convocation de l'Assemblée, la retransmission publique de l'intégralité de l'Assemblée par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication et télétransmission y compris internet est autorisée. Le cas échéant, cette décision est communiquée dans l'avis de réunion publié au Bulletin d'Annonces Légales Obligatoires (BALO).

Tout actionnaire pourra également, si le Conseil d'administration le décide au moment de la convocation de l'Assemblée, participer à l'Assemblée par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication et télétransmission y compris internet dans les conditions prévues par la réglementation applicable au moment de son utilisation. Le cas échéant, cette décision est communiquée dans l'avis de réunion publié au Bulletin d'Annonces Légales Obligatoires (BALO).

TITRE VI

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 19

Au moins deux commissaires aux comptes titulaires et au moins deux commissaires aux comptes suppléants sont nommés par l'Assemblée générale des actionnaires pour six exercices, leurs fonctions expirant après approbation des comptes du sixième exercice.

TITRE VII

COMPTES ANNUELS

Article 20

L'exercice commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

A la fin de chaque exercice, le Conseil d'administration établit les comptes annuels, ainsi qu'un rapport écrit sur la situation de la Société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé.

Article 21

Les produits de l'exercice, déduction faite des charges d'exploitation, amortissement et provisions constituent le résultat.

Il est prélevé sur le bénéfice de l'exercice, le cas échéant diminué des pertes antérieures :

122

- les sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et, en particulier 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le dixième du capital social ;

- les sommes que l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, jugera utile d'affecter à toutes réserves extraordinaires ou spéciales ou de reporter à nouveau.

Le solde est distribué aux actionnaires. Toutefois, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'Assemblée peut, conformément aux dispositions de l'article L. 232-18 du Code de Commerce, proposer une option du paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en tout ou partie par remise d'actions nouvelles de la Société.

TITRE VIII

DISSOLUTION

Article 22

En cas de dissolution de BNP PARIBAS, les actionnaires déterminent le mode de liquidation, nomment les liquidateurs sur la proposition du Conseil d'administration et, généralement, assurent toutes les fonctions dévolues à l'Assemblée générale des actionnaires d'une société anonyme pendant le cours de la liquidation et jusqu'à sa clôture.

TITRE IX

CONTESTATIONS

Article 23

Toutes les contestations qui peuvent s'élever au cours de l'existence de BNP PARIBAS ou lors de sa liquidation, soit entre les actionnaires, soit entre eux et BNP PARIBAS, à raison des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Allegato C

Statuto sociale di BNPP

STATUTO

BNP PARIBAS

PARTE I

TIPO DI SOCIETÀ - DENOMINAZIONE - SEDE LEGALE - OGGETTO SOCIALE

Sede legale: 16, boulevard des Italiens - 75009 Parigi
662 042 449 RCS Parigi

Articolo 1

La Società denominata BNP PARIBAS è una *société anonyme* di diritto francese autorizzata a svolgere attività bancaria in conformità alle disposizioni del codice monetario e finanziario francese, Libro V, Titolo 1 (*Code Monétaire et Financier, Livre V, Titre 1er*), relative agli istituti di credito bancario.

La Società è stata costituita con decreto del 26 maggio 1966. La sua durata è stata estesa a 99 anni a partire dal 17 settembre 1993.

Oltre che dalle norme specifiche relative alla sua qualità di impresa operante nel settore bancario (Libro V, Titolo 1 del codice monetario e finanziario francese - *Code Monétaire et Financier, Livre V, Titre 1er*), BNP PARIBAS è soggetta alle disposizioni del Codice di Commercio francese (*Code de Commerce*) concernenti le società commerciali, nonché al presente statuto.

STATUTO

Articolo 2

La sede legale di BNP PARIBAS è in 16, Boulevard des Italiens, 75009 Parigi.

Articolo 3

BNP PARIBAS ha per oggetto, in conformità alle leggi e ai regolamenti dell'ordinamento francese applicabili agli istituti di credito autorizzati dal Comitato degli Istituti di Credito e delle Imprese di Investimento (*Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement*), la prestazione e l'esercizio dei seguenti servizi nei confronti di qualsiasi persona fisica o giuridica, in Francia e all'estero:

Aggiornato al 22 gennaio 2007 BOZZA

- qualsiasi servizio di investimento;
- qualsiasi servizio correlato ai servizi di investimento;
- qualsiasi operazione bancaria;
- qualsiasi servizio correlato alle operazioni bancarie;
- qualsiasi investimento azionario;

ai sensi del codice monetario e finanziario francese, Libro III - Titolo 1 (*Code Monétaire et Financier, Livre III, Titre 1er*) relativo alle operazioni bancarie e Titolo II (*Titre II*) relativo ai servizi di investimento e ai servizi correlati.

BNP PARIBAS potrà inoltre esercitare regolarmente qualsiasi altra attività ed operazione oltre a quelle sopra elencate, in particolare qualsiasi attività di arbitraggio, intermediazione e commissione, in conformità alla disciplina regolamentare applicabile agli istituti di credito.

In generale, BNP PARIBAS potrà, per conto proprio e per conto di terzi o congiuntamente ad essi, eseguire qualsiasi operazione in ambito finanziario, commerciale, industriale o agricolo, mobiliare o immobiliare correlata direttamente o indirettamente alle attività sopra menzionate o che ne favoriscano la realizzazione.

PARTE II

CAPITALE SOCIALE - AZIONI

Articolo 4

Il capitale sociale di BNP PARIBAS è pari ad Euro 4.865.756.989[1], ed è rappresentato da n. 932.878.490[2] azioni interamente liberate di valore nominale pari a Euro 2 ciascuna.

Articolo 5

Le azioni interamente liberate possono essere nominative o al portatore, a scelta dei titolari, in conformità alle vigenti disposizioni di legge e regolamentari dell'ordinamento francese.

Le azioni della Società sono registrate in un conto in conformità ai termini e alle condizioni previsti dalle vigenti disposizioni di legge e regolamentari dell'ordinamento francese e possono essere trasferite mediante passaggio da un conto all'altro.

La Società potrà richiedere la comunicazione di informazioni relative alla proprietà delle sue azioni in conformità alle disposizioni dell'articolo L. 228-2 del Codice di Commercio francese (*Code de Commerce*).

Fatte salve le soglie legali fissate dall'articolo L. 233-7, comma 1 del Codice di Commercio francese (*Code de Commerce*), qualsiasi azionista che, agendo autonomamente oppure di concerto, venga a detenere direttamente o indirettamente più dello 0,5% del capitale sociale o dei diritti di voto di BNP PARIBAS, o un qualsiasi multiplo di tale percentuale fino al 5%, dovrà darne notizia a BNP PARIBAS a mezzo lettera raccomandata con ricevuta di ritorno nei termini previsti dall'articolo L. 233-7 del Codice di Commercio francese (*Code de Commerce*).

Oltre il 5%, il dovere di informativa previsto nel paragrafo precedente si applicherà a incrementi dell'1% del capitale sociale o dei diritti di voto.

Gli obblighi informativi descritti nei due paragrafi precedenti si applicano anche qualora la partecipazione azionaria scenda al di sotto delle soglie sopra citate.

L'inosservanza dei doveri di informativa relativi alle soglie previste dalla legge o dal presente statuto, comporta la perdita dei diritti di voto, ai sensi dell'articolo L. 233-14 del Codice di Commercio francese (*Code de Commerce*) su richiesta di uno o più azionisti che detengano congiuntamente almeno il 2% del capitale sociale o dei diritti di voto della Società.

Articolo 6

Ciascuna azione attribuisce la titolarità di una quota del patrimonio della Società e dell'eventuale avanzo di liquidazione, pari alla percentuale del capitale sociale da essa rappresentata.

Nei casi in cui sia necessario detenere una certa percentuale di azioni per poter esercitare determinati diritti, e in particolare laddove le azioni siano scambiate, raggruppate o assegnate, ovvero in seguito a un aumento o a una riduzione del capitale sociale comunque effettuati, o a una fusione o a qualsiasi altra operazione, gli azionisti che detengono un numero di azioni inferiore al numero necessario potranno esercitare tali diritti solo se essi si faranno carico di raggruppare le proprie azioni o, se necessario, acquistare o vendere un numero di azioni o diritti di voto che consentano di raggiungere la percentuale minima di azioni richiesta per l'esercizio dei relativi diritti.

PARTE III

AMMINISTRAZIONE

Articolo 7

L'amministrazione della Società è attribuita ad un Consiglio di amministrazione composto da:

1/ Amministratori nominati dall'assemblea generale degli Azionisti

Il loro numero non può essere inferiore a nove e superiore a diciotto. Nel calcolo del numero minimo e massimo di amministratori non sono inclusi gli amministratori eletti dai dipendenti.

Gli amministratori durano in carica per un periodo di tre anni.

Nel caso in cui, in conformità alle leggi e ai regolamenti francesi in vigore, un amministratore sia nominato in sostituzione di un altro, la durata del mandato del nuovo amministratore sarà limitata al periodo restante del mandato del predecessore.

Il mandato degli amministratori scade alla data dell'assemblea generale ordinaria degli Azionisti, convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica.

Articolo 9

Il Consiglio di amministrazione si riunisce ogni volta che lo richiede l'interesse della Società. Il Consiglio di amministrazione si riunisce su convocazione del Presidente. Almeno un terzo degli amministratori può richiedere al Presidente di convocare il Consiglio di amministrazione su uno specifico ordine del giorno, anche qualora l'ultima riunione del Consiglio si fosse tenuta meno di due mesi prima. Anche il Direttore Generale (*Directeur général*) potrà richiedere al Presidente di convocare una riunione del Consiglio di amministrazione su uno specifico ordine del giorno.

Le riunioni del Consiglio di amministrazione possono tenersi presso la sede legale della Società o in qualsiasi altro luogo indicato nell'avviso di convocazione.

Le convocazione possono essere fatte in qualsiasi forma, anche in forma orale.

In ogni caso, il Consiglio di amministrazione delibera validamente, anche in assenza dell'avviso di convocazione, purché tutti i membri del Consiglio di amministrazione siano presenti o rappresentati.

Articolo 10

Le riunioni del Consiglio di amministrazione sono presiedute dal Presidente, da un amministratore indicato a tal fine dal Presidente oppure, in mancanza, dall'amministratore più anziano presente.

Ciascun amministratore può assistere e partecipare alle riunioni del Consiglio di amministrazione tramite videoconferenza o qualsiasi altro mezzo di telecomunicazione e di teletrasmissione, compreso Internet, in conformità alle disposizioni previste dalla normativa di volta in volta vigente.

Qualora un amministratore sia impossibilitato a partecipare a una riunione del Consiglio di amministrazione, potrà farsi rappresentare da un altro amministratore rilasciando apposita procura scritta, fermo restando che ciascun amministratore potrà rappresentare soltanto un altro amministratore e che ciascuna procura potrà essere rilasciata per una sola riunione.

Il Consiglio delibera validamente con la presenza di almeno metà degli amministratori in carica.

Qualora una o entrambe le cariche dei membri del Consiglio di amministrazione eletti dai dipendenti restino vacanti, per qualsiasi motivo, non potendosi procedere alla sua sostituzione ai sensi dell'articolo L. 225-34 del Codice di Commercio francese (*Code de Commerce*), il Consiglio di amministrazione sarà validamente costituito dai membri eletti dall'assemblea degli Azionisti e potrà validamente riunirsi e votare.

I dirigenti della Società, su richiesta del Presidente, potranno partecipare alle riunioni del Consiglio di amministrazione con funzione consultiva.

Un membro effettivo del comitato centrale d'impresa (*comité central d'entreprise*), designato da quest'ultimo, assiste alle riunioni del Consiglio di amministrazione con funzione consultiva, in conformità alle vigenti disposizioni dell'ordinamento francese.

Gli amministratori possono sempre essere rieletti, fatte salve le disposizioni della legislazione francese, in particolare per quanto riguarda i limiti di età.

Ciascun amministratore, compresi gli amministratori eletti dai dipendenti, è tenuto a possedere almeno 10 azioni della Società.

2/ Amministratori eletti dai dipendenti di BNP PARIBAS SA

Lo status di tali amministratori e le relative procedure di nomina sono disciplinati dagli articoli da L. 225-27 a L. 225-34 del Codice di Commercio francese (*Code de Commerce*) nonché dalle disposizioni del presente statuto.

Gli amministratori eletti dai dipendenti sono due, di cui uno in rappresentanza dei quadri e l'altro in rappresentanza degli impiegati della banca.

Gli amministratori sono eletti dai dipendenti di BNP PARIBAS SA.

Gli amministratori eletti dai dipendenti durano in carica per un periodo di tre anni. Le elezioni sono organizzate dalla Direzione generale, che ne fissa il calendario e i termini in accordo con i rappresentanti aziendali delle organizzazioni sindacali nazionali, in modo tale che il secondo turno di votazione abbia luogo entro il termine di quindici giorni prima della scadenza del mandato degli amministratori uscenti.

Ciascun candidato sarà eletto a maggioranza dopo due turni tenuti in ciascuno dei collegi elettorali.

Ciascuna candidatura presentata durante il primo turno di elezioni deve indicare sia il nome del candidato principale sia il nome dell'eventuale sostituto.

Le candidature non potranno essere modificate durante il secondo turno di elezioni.

Ciascun candidato dovrà appartenere al collegio elettorale in cui si presenta.

Le candidature che non siano presentate dai rappresentanti sindacali aziendali dovranno essere accompagnate da un documento contenente i nomi e le firme di almeno cento elettori facenti parte del collegio elettorale in cui il candidato si presenta.

Articolo 8

Il Presidente del Consiglio di amministrazione sarà nominato tra i membri del Consiglio di amministrazione.

Su proposta del Presidente, il Consiglio di amministrazione potrà nominare uno o più Vicepresidenti.

Le deliberazioni del Consiglio sono prese a maggioranza degli amministratori presenti o rappresentati. A parità di voto, prevale il voto di chi presiede, ad eccezione delle proposte di nomina del Presidente del Consiglio di amministrazione.

Le delibere del Consiglio di amministrazione risultano da verbale iscritto sul registro speciale in conformità alla legislazione francese in vigore e sottoscritto dal Presidente della riunione e da uno degli altri amministratori presenti.

Il Presidente nomina il Segretario del Consiglio di amministrazione, scegliendolo anche al di fuori dei componenti del Consiglio di amministrazione.

Copie o estratti dei verbali del Consiglio di amministrazione possono essere validamente sottoscritti dal Presidente, dal Direttore Generale (*Directeur général*), dai Direttori Generali delegati (*Directeurs généraux délégués*) o da qualsiasi rappresentante specificamente autorizzato a tal fine.

Articolo 11

L'assemblea generale degli Azionisti può attribuire agli amministratori delle medaglie di presenza nei termini previsti dall'ordinamento francese.

Il Consiglio di amministrazione ripartisce a propria discrezione tale compenso tra i propri membri.

Il Consiglio di amministrazione potrà accordare compensi straordinari per mansioni o incarichi specifici svolti dagli amministratori ai termini e condizioni applicabili alle convenzioni soggette ad autorizzazione ai sensi delle disposizioni degli articoli da L. 225-38 a L. 225-43 del Codice di Commercio (*Code de Commerce*). Il Consiglio di amministrazione potrà inoltre autorizzare il rimborso di spese di viaggio e di trasferimento, nonché di qualsiasi altra spesa sostenuta dagli amministratori nell'interesse della Società.

PARTE IV

POTERI DEL CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE, DEL PRESIDENTE, DELLA DIREZIONE GENERALE (DIRECTION GENERALE) E DEGLI AMMINISTRATORI NON VOTANTI (CENSEURS)

Articolo 12

Il Consiglio di amministrazione stabilisce le linee guida dell'attività di BNP PARIBAS e sovrintende alla loro attuazione. Fatti salvi i poteri espressamente conferiti all'assemblea degli Azionisti e nei limiti dell'oggetto sociale, il Consiglio di amministrazione è competente per la gestione di qualsiasi aspetto relativo al buon funzionamento dell'attività di BNP PARIBAS, e ne regola lo svolgimento attraverso le proprie deliberazioni.

Il Consiglio di amministrazione riceve dal Presidente o dal Direttore Generale (*Directeur général*) tutte le informazioni e i documenti necessari per adempiere ai propri doveri.

Le decisioni del Consiglio di amministrazione sono attuate dal Presidente, dal Direttore Generale (*Directeur général*) o dai Direttori Generali delegati (*Directeurs généraux délégués*), oppure dagli eventuali procuratori speciali nominati dal Consiglio di amministrazione.

Su proposta del Presidente, il Consiglio di amministrazione potrà istituire comitati responsabili dell'attuazione di incarichi specifici.

Articolo 13

Il Presidente organizza e coordina i lavori del Consiglio di amministrazione, e ne riferisce all'assemblea degli Azionisti. Il Presidente sovrintende al regolare funzionamento degli organi sociali di BNP PARIBAS e assicura, in particolare, che gli amministratori siano nella condizione di adempiere ai propri doveri.

La remunerazione del Presidente del Consiglio di amministrazione sarà stabilita liberamente dal Consiglio di amministrazione.

Articolo 14

A scelta del Consiglio di amministrazione, la Direzione Generale della Società può essere assunta, sotto la sua responsabilità, sia dal Presidente del Consiglio di Amministrazione, sia da altra persona fisica nominata dal Consiglio di Amministrazione ed alla quale spetterà il titolo di "Direttore Generale".

Gli azionisti e i terzi dovranno essere informati di tale scelta in conformità alle disposizioni di legge in vigore.

Il Consiglio di amministrazione può prevedere che tale scelta abbia una durata determinata.

Nel caso in cui il Consiglio di amministrazione decida che la carica di Direttore Generale (*Directeur général*) venga assunta dal Presidente del Consiglio di amministrazione, le disposizioni del presente statuto riguardanti il Direttore Generale (*Directeur général*) si applicheranno al Presidente del Consiglio di amministrazione, il quale in tal caso assumerà il titolo di Presidente e Direttore Generale (*President Directeur général*). Egli sarà in tal caso considerato dimissionario di diritto alla data dell'assemblea degli Azionisti convocata per l'approvazione del bilancio d'esercizio relativo all'anno in cui egli abbia raggiunto l'età di sessantacinque anni.

Nel caso in cui il Consiglio di amministrazione decida che le funzioni di Presidente e Direttore Generale (*Directeur général*) siano separate, il Presidente sarà considerato dimissionario di diritto alla data dell'assemblea degli Azionisti convocata per l'approvazione del bilancio d'esercizio relativo all'anno in cui egli abbia raggiunto l'età di sessantotto anni. Il Consiglio di amministrazione potrà tuttavia decidere di estendere il mandato del Presidente del Consiglio di amministrazione fino alla data dell'assemblea degli Azionisti convocata per l'approvazione del bilancio d'esercizio relativo all'anno in cui egli abbia raggiunto l'età di sessantatré anni.

Articolo 16

Su proposta del Direttore Generale (*Directeur général*), il Consiglio di amministrazione potrà nominare, nei limiti consentiti dalla legge francese, uno o più persone fisiche incaricate di assistere il Direttore Generale (*Directeur général*), aventi la carica di Direttori Generali delegati (*Directeurs généraux délégués*).

In accordo con il Direttore Generale (*Directeur général*), il Consiglio di amministrazione determina il contenuto e la durata delle deleghe conferite ai Direttori Generali delegati (*Directeurs généraux délégués*). Nei rapporti con i terzi, i Direttori Generali delegati (*Directeurs généraux délégués*) avranno tuttavia gli stessi poteri del Direttore Generale (*Directeur général*).

Nell'ipotesi di cessazione o impedimento delle funzioni del Direttore Generale (*Directeur général*), e salvo che il Consiglio di amministrazione non decida altrimenti, i Direttori Generali delegati (*Directeurs généraux délégués*) manterranno le loro cariche e le loro attribuzioni fino alla nomina di un nuovo Direttore Generale (*Directeur général*).

La remunerazione dei Direttori Generali delegati (*Directeurs généraux délégués*) sarà stabilita liberamente dal Consiglio di amministrazione, su proposta del Direttore Generale (*Directeur général*).

I Direttori Generali delegati (*Directeurs généraux délégués*) potranno essere revocati dall'incarico dal Consiglio di amministrazione in qualsiasi momento, su proposta del Direttore Generale (*Directeur général*), fatto salvo il risarcimento dei danni nel caso in cui vengano revocati senza giusta causa.

Nel caso in cui un Direttore Generale delegato (*Directeur général délégué*) sia un amministratore, la durata del suo mandato in qualità di Direttore Generale delegato (*Directeur général délégué*) non potrà eccedere la durata del suo mandato in qualità di amministratore.

Il mandato dei Direttori Generali delegati (*Directeurs généraux délégués*) scadrà in ogni caso alla data dell'assemblea degli Azionisti convocata per l'approvazione del bilancio d'esercizio relativo all'anno in cui i Direttori Generali delegati (*Directeurs généraux délégués*) abbiano raggiunto l'età di sessantacinque anni.

Articolo 17

Su proposta del Presidente, il Consiglio di amministrazione potrà nominare uno o più amministratori non votanti (*censeurs*).

Gli avvisi di convocazione delle riunioni del Consiglio di Amministrazione dovranno essere notificate agli amministratori non votanti, i quali parteciperanno alle riunioni con funzioni consultive.

Gli amministratori non votanti saranno nominati per sei anni e potranno essere rieletti per mandati successivi; potranno anche essere destituiti in qualsiasi momento alle stesse condizioni.

Tali amministratori saranno scelti tra gli azionisti della Società e la loro remunerazione sarà stabilita dal Consiglio di amministrazione.

anni. Il Direttore Generale (*Directeur général*) sarà considerato dimissionario di diritto alla data dell'assemblea degli Azionisti convocata per l'approvazione del bilancio d'esercizio relativo all'anno in cui egli abbia raggiunto l'età di sessantatré anni. Il Consiglio di amministrazione potrà tuttavia decidere di estendere il mandato del Direttore Generale fino alla data dell'assemblea degli Azionisti convocata per l'approvazione del bilancio d'esercizio relativo all'anno in cui egli abbia raggiunto l'età di sessantaquattro anni.

Articolo 15

Al Direttore Generale (*Directeur général*) sono conferiti i più ampi poteri di agire in qualsiasi circostanza a nome di BNP PARIBAS. Egli esercita tali poteri nei limiti dell'oggetto sociale e fatti salvi i poteri espressamente riservati dall'ordinamento francese all'assemblea degli Azionisti e al Consiglio di amministrazione.

Al Direttore Generale (*Directeur général*) spetta la rappresentanza di BNP PARIBAS di fronte ai terzi. BNP PARIBAS sarà vincolata dagli atti posti in essere dal Direttore Generale (*Directeur général*) anche qualora tali atti non rientrino nell'oggetto sociale, a meno che BNP PARIBAS non possa provare che i terzi fossero a conoscenza che l'atto in questione non rientrava nell'oggetto sociale o non potessero ignorarlo considerate le circostanze, fermo restando che la mera pubblicazione dello statuto della Società non costituisce prova a tal fine.

Il Direttore Generale (*Directeur général*) è responsabile dell'organizzazione e delle procedure di controllo interno e di tutte le informazioni previste dalla normativa francese in materia di Rapporto sul controllo interno.

Il Consiglio di amministrazione può limitare i poteri del Direttore Generale (*Directeur général*), fermo restando che tali limitazioni non sono opponibili ai terzi.

Il Direttore Generale (*Directeur général*) potrà delegare parte dei propri poteri, in modo temporaneo o permanente, a uno o più procuratori a sua discrezione, con o senza facoltà di subdelega.

La remunerazione del Direttore Generale (*Directeur général*) sarà stabilita liberamente dal Consiglio di amministrazione.

Il Direttore Generale potrà essere rimosso dall'incarico dal Consiglio di amministrazione in qualsiasi momento. Il Direttore Generale (*Directeur général*), se revocato senza giusta causa, potrà richiedere il risarcimento dei danni, salvo nel caso in cui il Direttore Generale (*Directeur général*) sia anche Presidente del Consiglio di amministrazione.

Nel caso in cui il Direttore Generale (*Directeur général*) sia un amministratore, la durata delle funzioni ad esso attribuite non potrà eccedere la durata del suo mandato di amministratore.

PARTE V

ASSEMBLEA GENERALE DEGLI AZIONISTI

Articolo 18

L'assemblea generale degli Azionisti è composta dalla totalità degli azionisti.

L'assemblea generale è convocata e tenuta in conformità alle disposizioni del Codice di Commercio francese (*Code de Commerce*) e ai relativi decreti attuativi.

Essa può tenersi presso la sede legale o in qualsiasi altro luogo indicato nell'avviso di convocazione.

L'assemblea generale è presieduta dal Presidente del Consiglio di amministrazione o, in sua assenza, da un amministratore nominato a tal fine dall'assemblea.

Ciascun azionista, purché fornisca prova della propria identità, potrà partecipare all'assemblea di persona oppure esprimere il proprio voto via posta o conferendo apposita procura, a condizione che:

La partecipazione in assemblea è condizionata alla registrazione dei titoli sia nei conti dei titoli nominativi tenuti dalla Società sia nei conti dei titoli al portatore tenuti dall'intermediario autorizzato, secondo i termini e le condizioni previste dalla regolamentazione vigente. Per quanto riguarda i titoli al portatore, la registrazione in conto dei titoli è attestata da un certificato di partecipazione rilasciato dall'intermediario autorizzato.

-i detentori di azioni nominative siano registrati a proprio nome nel libro dei soci della Società;

-i detentori di azioni al portatore abbiano depositato nel luogo indicato nell'avviso di convocazione un certificato emesso da un intermediario autorizzato e attestante l'indisponibilità delle azioni registrate in conto fino alla data dell'assemblea.

Il periodo di indisponibilità delle azioni fino alla data dell'assemblea sarà stabilito dal Consiglio di amministrazione e comunicato nell'avviso di convocazione pubblicato sul bollettino sul bollettino francese degli annunci legali obbligatori (*Bulletin d'Annonces Légales Obligatoires - BALO*);

Il termine ultimo per l'invio dei voti postali sarà stabilito dal Consiglio di amministrazione e indicato nell'avviso di convocazione pubblicato sul bollettino francese degli annunci legali obbligatori (*Bulletin d'Annonces Légales Obligatoires - BALO*).

In tutte le assemblee degli Azionisti il diritto di voto relativo ad azioni gravate da usufrutto è esercitato dall'usufruttuario.

Il Consiglio di amministrazione può autorizzare al momento della convocazione la trasmissione pubblica dell'intera assemblea degli Azionisti tramite videoconferenza o qualsiasi altro mezzo di telecomunicazione e di trasmissione, compreso Internet. In tal caso, questa decisione sarà comunicata nell'avviso di convocazione pubblicato sul bollettino francese degli annunci legali obbligatori

Ciascun azionista, qualora il Consiglio di amministrazione decida in tal senso al momento della convocazione, potrà inoltre prendere parte all'assemblea degli Azionisti tramite videoconferenza o qualsiasi altro mezzo di telecomunicazione e di teletrasmissione, compreso Internet, in conformità alle disposizioni regolamentari di volta in volta vigenti. In tal caso, questa decisione sarà comunicata nell'avviso di convocazione pubblicato sul bollettino francese degli annunci legali obbligatori (*Bulletin d'Annonces Légales Obligatoires - BALO*).

PARTE VI

REVISORI

Articolo 19

L'assemblea degli Azionisti dovrà nominare almeno due revisori legali dei conti effettivi (*commissaires aux comptes*) e almeno due revisori legali dei conti supplenti per un mandato di sei esercizi. Il loro mandato scadrà dopo l'approvazione del bilancio relativo al sesto esercizio.

PARTE VII

BILANCIO ANNUALE D'ESERCIZIO

Articolo 20

L'esercizio della Società inizia il 1° gennaio e termina il 31 dicembre.

Al termine di ciascun esercizio, il Consiglio di amministrazione redige il bilancio annuale e prepara una relazione sulla gestione che illustri la situazione della Società e le attività da questa svolte nel corso dell'esercizio.

Articolo 21

I ricavi dell'esercizio, detratti i costi di gestione, gli ammortamenti e gli accantonamenti, costituiscono il risultato d'esercizio.

Dal risultato d'esercizio, al netto delle eventuali perdite riportate a nuovo, sarà dedotto quanto segue:

- gli importi da assegnare alle riserve in conformità alla legislazione francese e al presente statuto, ed in particolare dovrà essere accantonato almeno il 5% per formare la riserva legale fino a che tale riserva non raggiunga un decimo del capitale sociale;

- gli importi che l'assemblea degli Azionisti, su proposta del Consiglio di amministrazione, ritenga necessario assegnare a eventuali riserve straordinarie o speciali o a riserva di utili portati a nuovo.

Il saldo sarà distribuito agli azionisti. Tuttavia, eccetto nel caso di una riduzione di capitale, non saranno distribuiti utili agli azionisti qualora il patrimonio netto sia, o possa diventare per effetto di tale distribuzione, inferiore all'importo del capitale -e delle riserve che ai sensi della legislazione francese e del presente statuto non possono essere distribuite.

In conformità alle disposizioni dell'articolo L. 232-18 del Codice di Commercio (*Code de Commerce*), l'assemblea degli Azionisti potrà proporre che il pagamento dei dividendi o degli acconti sui dividendi possa avvenire in tutto o in parte attraverso l'assegnazione di nuove azioni della Società.

PARTE VIII

SCIoglimento

Articolo 22

In caso di scioglimento di BNP PARIBAS, gli azionisti stabiliranno le modalità di liquidazione, nomineranno i liquidatori su proposta del Consiglio di amministrazione e, in generale, avranno tutte le competenze attribuite all'assemblea degli Azionisti di una *société anonyme* di diritto francese in pendenza della liquidazione e fino al momento in cui questa non sia completata.

PARTE IX

CONTROVERSIE

Articolo 23

Qualsiasi controversia che dovesse emergere durante la vita di BNP PARIBAS o durante la sua liquidazione, tra gli azionisti stessi o tra gli azionisti e BNP PARIBAS, ai sensi del presente statuto, dovrà essere definita in conformità al diritto francese e sottoposta alla giurisdizione dei tribunali competenti.

Annexe D

Plans d'Options